

des choses étonnantes, même au cours de la dernière décennie. A mon avis, il ne suffit pas de se préoccuper uniquement de la course vers la lune et de la course aux missiles, mais le moment est venu de nous préoccuper également de la race humaine et du gaspillage d'énergie humaine, qui découle du fait de compter tant de personnes oisives au sein de notre nation qui a tant à faire.

Le second objectif économique que nous devrions viser, du point de vue de la planification économique, c'est la stimulation de l'effort économique. Dans la page financière du *Globe and Mail* d'hier, on trouve un article très inquiétant, rédigé par Ronald Anderson. Cet article est intitulé « Crainte d'une récession internationale à mesure que décline le prix des denrées ». Ce n'est pas par plaisir que je voudrais en donner lecture, mais parce que, à mon avis, tous les députés devraient être au courant de certains indices économiques, et de ce qu'ils laissent entrevoir pour l'avenir. Cet article se lit en partie comme il suit :

Les analystes de l'économie ne prédisent pas la catastrophe, mais ils s'inquiètent de certaines tendances défavorables. Le prix des denrées continue de baisser sur les marchés mondiaux, et cette tendance s'étend à un nombre grandissant de produits. Une enquête menée aux États-Unis révèle que les consommateurs deviennent plus prudents et réduisent leurs projets de dépenses. La Grande-Bretagne, malgré sa situation solide dans le domaine des exportations, cette année, et une politique monétaire plus libre, s'inquiète toujours de son économie fléchissante. Les économistes de l'Europe occidentale font moins de prévisions relativement à un essor possible. Nombre de pays industriels rapportent une diminution des commandes dans le domaine de nouveaux biens-capitaux.

Il ajoute :

Les indices d'une diminution des investissements font suite à un avertissement donné le mois dernier par Per Jacobsson, directeur exécutif du Fonds monétaire international, selon lequel le monde arrive à une phase critique, où la capacité excessive de production et une baisse possible des investissements pourraient entraîner une période de déflation.

« L'offre a maintenant rattrapé la demande, a déclaré M. Jacobsson, et à mesure que la capacité de production continue d'augmenter, une pression descendante sur les prix pourrait bien s'intensifier à l'égard d'une grande diversité de produits—matières premières, produits mi-ouvrés, ainsi que produits finis. »

Il a prédit que le monde occidental se trouvera peut-être bientôt dans une situation où il lui faudra prendre des mesures pour contrebalancer le ralentissement des affaires et pour promouvoir l'expansion. Il a proposé comme remède l'adoption de politiques monétaires favorables à l'expansion de l'économie et le contrôle étroit des salaires et des autres frais de production. En outre, il a recommandé que les divers pays collaborent davantage sur les plans monétaire, fiscal, économique et commercial, afin d'atténuer les répercussions qui pourront s'ensuivre si les affaires tournent au pire dans le monde.

Certes, l'expansion de la masse monétaire est le remède tout indiqué pour faire échec à une régression, mais cette mesure est d'une utilité fort limitée présentement par suite du déséquilibre des échanges commerciaux dans plusieurs pays.

[M. Douglas.]

Ces indices économiques du secteur commercial montrent très nettement que l'un des principaux objectifs de la planification économique doit être l'augmentation de la production, par la mobilisation des hommes, des capitaux et des ressources non mis à contribution.

Le troisième objectif à incorporer dans l'économie planifiée est la participation, qui démocratisera cette planification même, qui fera que dans les décisions relevant de l'économie, les représentants des principaux secteurs ou des principales régions économiques et les représentants du peuple au Parlement et dans les Assemblées législatives auront leur mot à dire, participation qui empêchera que ces décisions soient prises uniquement par de petits groupes d'individus qui n'ont pas à en rendre compte. Lorsqu'une société importante, par exemple, rachète les conserveries de la Colombie-Britannique et de l'Ouest pour les fermer et importer au Canada des conserves des États-Unis sous la marque de commerce de sa filiale canadienne, des centaines d'employés tombent en chômage. Les Canadiens n'ont rien à dire, la décision est prise par les intéressés, par un petit groupe. Quand une grande société des provinces Maritimes décide de fermer une mine pour importer sa houille de la Virginie de l'Ouest, la décision s'en répercute sur l'ensemble de la population. Elle est prise par un petit groupe qui n'a pas à en rendre compte.

Lorsqu'une fabrique d'automobiles décide de transférer certaines de ses opérations de Windsor à une autre région de l'Ontario, la localité et des centaines de travailleurs s'en ressentent. D'après nous, une telle décision ne peut être prise d'une façon démocratique que si nous avons une planification de quelque sorte. La différence essentielle entre notre parti et les partis traditionnels est que la planification telle que l'a exposée le ministre des Finances et celle dont parle le parti libéral, c'est qu'il ne s'agit pas vraiment de planification. Cela consiste plutôt à recueillir des données économiques, à faire des prévisions et des études économiques et à fixer un certain but économique souhaitable. Si nous voulons avoir une planification efficace, si nous voulons mettre des projets à exécution, nous devons avoir le pouvoir d'intervenir dans l'économie. Il nous faut pouvoir intervenir, tout d'abord, en instituant un Office national de placements en vue d'orienter les placements vers les entreprises économiques qui créeront des emplois et accroîtront la production. S'il faut décider où le capital doit être affecté, nous ne pouvons sûrement pas laisser de telles décisions se prendre selon le libre cours du marché. Certes, ce sont des décisions qui